

« Dans d'autres hôpitaux il y a des divisions fermées... des cellules...
en comparaison c'est comme à l'hôtel ici ! » *

Quand on pense histoire de la psychiatrie, on pense généralement asile, enfermement et petite galerie des horreurs. Lobotomies et camisoles, couloirs infinis peuplés de centaines de patients hagards, soignants au mieux absents au pire sadiques, cris, pleurs et hurlements... les scènes du quotidien d'un asile italien que le journaliste Raymond Depardon et le psychiatre Franco Basaglia pouvaient encore enregistrer en 1980 n'avaient pas grand-chose à envier à celles d'un mauvais film d'horreur¹.

Mais si le passé de la médecine mentale est bel et bien peuplé de visions d'épouvante, le souvenir des « asiles-casernes » a néanmoins quelque peu contribué à masquer d'autres représentations de la folie et d'autres histoires du soin. L'idée que les insensés devaient être isolés dans d'énormes hôpitaux fermés n'a déjà, en soi, jamais fait consensus. Bien avant l'antipsychiatrie des années 1970 – à dire vrai dès les débuts de la discipline psychiatrique au 19^e siècle – des dissidents levèrent la voix pour critiquer l'asile et réclamer qu'on insère les patients au lieu de les interner. Puis, les autorités publiques n'ont pas, non plus, toujours été les seules à s'intéresser à la question. À côté des politiques asilaires d'État, il existe ainsi toute une page d'histoire méconnue : celle des initiatives privées qui se sont développées en marge et souvent à contre-courant des recommandations officielles sur le soin des personnes souffrant de troubles psychiques.

La Fondation de Nant témoigne de cet autre aspect du passé psychiatrique, toute son histoire et son identité reposant même depuis ses débuts dans la revendication, sans cesse réaffirmée, d'une place « à part ». Tout commence ainsi en 1940 quand un petit groupe de privés, dont un vigneron et deux femmes au foyer, se mit soudain en tête de remédier aux « lacunes »² de l'institution publique en matière de soin des aliénés. Pourquoi ? Qu'est-ce qui peut pousser des individus, a priori très éloignés du domaine, à vouloir subitement s'occuper de patients psychiatriques ? Des raisons personnelles d'abord, deux d'entre eux ayant vu leur tante croupir dans des conditions peu enviables à l'asile cantonal de Cery. Des raisons contextuelles, aussi, puisque 1940, il faut le rappeler, fut l'année du lancement très commenté de la campagne *Aktion T4* en Allemagne. Le principe : « améliorer » la « race aryenne » en la débarrassant de tous ses « dégénérés » et autres « tarés congénitaux ». Le résultat : près de 300'000 patients gazés en cinq ans à travers l'Europe, les Nazis estimant que cette « euthanasie » massive était la solution la plus adéquate pour traiter les problèmes de handicap mental et de maladies psychiques³. La coïncidence temporelle n'est donc pas anodine.

Préface

En 1940, quand les fondateurs de Nant firent savoir qu'ils voulaient « soigner les malades nerveux et mentaux avec tous les moyens que Dieu a donnés à l'humanité, à travers les hommes de science » et leur « permettre de se sentir aimés et respectés » ils prenaient explicitement position contre cette politique. Et ils s'opposaient à tous ceux pour qui les malades mentaux étaient forcément différents, incurables et dangereux, en affirmant leur croyance, inverse, dans la possibilité de leur rétablissement. L'Europe a depuis, fort heureusement, quitté les rivages noirs de la Seconde Guerre mondiale et les idées de ces fondateurs ont ensuite largement été reprises par d'autres. Mais cela n'empêcha pas les responsables de Nant de continuer à se construire en différence au cours des décennies suivantes. En plaçant, par exemple, une femme – la Docteure Isabelle de Seret⁴ – à la tête du service dans les années 1950, alors même que le paysage médical était à cette époque quasi complètement dominé par des hommes. En donnant une place centrale à la psychanalyse dans les années 1970, au moment où l'on préférait souvent ailleurs tout miser sur les traitements par psychotropes. En étant le seul établissement du canton à obtenir un statut de fondation au moment de la refonte du système psychiatrique par secteurs en 1984.

Ou, encore, en acceptant qu'un cinéaste vienne filmer le quotidien de l'établissement pendant plusieurs mois, le résultat – *Une semaine sans raison* (1975)⁵ – faisant un contraste assez saisissant avec le film de Depardon de 1980 dont il était question au début de cette préface...

Tout, bien sûr, ne s'est pas fait sans heurts. Tout, aussi, ne s'est pas fait sans discontinuités, l'institution d'aujourd'hui n'ayant pas grand-chose à voir avec la petite structure familiale des débuts. Il n'empêche. Iconoclaste, tortueuse et parfois quelque peu bizarre, l'histoire de Nant mérite en tous cas d'être redécouverte. Pas seulement parce qu'elle est atypique, mais parce que ses pérégrinations, son caractère improbable, pour ne pas dire, parfois, improvisé, illustre combien la forme qu'on donne à la prise en charge des personnes dites « folles » varie moins en fonction de la médecine que des convictions personnelles des individualités qui s'y sont investies.

AUDE FAUVEL, INSTITUT DES HUMANITÉS EN MÉDECINE (CHUV-UNIL)

* Un patient de la Fondation de Nant en 1975. Extrait du film *Une semaine sans raison* de Costa Haralambis

1 — *San Clemente*, 1980. Raymond Depardon avait aussi précédemment déjà réalisé un reportage photographique sur le même établissement en 1977. — 2 — L'idée de Nant est née en 1940, l'établissement fut officiellement lancé en 1943. Les citations ci-devant et ci après sont tirées des textes suivants : « Projet pour article dans *Réforme* », 1957 ; Colette Oehninger. *Une aventure, l'appel*, document interne, 1967 (voir infra, p. 11). — 3 — Pour une vue d'ensemble des travaux écrits sur le sujet : Paul Weindling, « Introduction : a new historiography of the Nazi medical experiments and coerced research », in Paul Weindling (éd.), *From clinic to concentration camp: reassessing Nazi medical and racial research, 1933-1945*. London : Routledge, 2017, p. 3-33. — 4 — Je remercie ici Izel Demirbas qui a réussi à retrouver le prénom de cette femme médecin, sur laquelle des recherches historiques sont par ailleurs en cours. — 5 — *Une semaine sans raison* de Costa Haralambis, 1975.



Le programme de formation pour les soignants se développe, l'infirmier chef, le psychologue et le médecin chef donnent également des cours dans les écoles d'infirmières et à l'université. Des cours de relaxation sont organisés l'année suivante pour le personnel soignant. M^{me} Pierrette David organise la première rencontre de réseau, reçoit la première stagiaire assistante sociale et ouvre les premières discussions pour un foyer protégé. Elle propose de reprendre La Clairière, un établissement sis à Saint-Légier, qui pourrait facilement être aménagé à cet égard. L'Etat refusera de financer ce projet mais accepte de payer les heures des employés de Nant et du CPS consacrées au projet.

Le film sur Nant est terminé et projeté en fin d'année 1975: « Une semaine sans raison », il est propriété de Nant et une convention est établie avec le réalisateur M. Costa Haralambis. « Ce film est projeté dans un cinéma de Vevey durant quatre reprises⁸. » Dans les autres secteurs vaudois, ce film n'est pas très apprécié... peut-être parce qu'il met en évidence une atmosphère et un environnement institutionnel, une politique de soins plus relationnelle et humaine que psychopharmacologique et technique... et probablement teintée d'une touche d'antipsychiatrie.

Dans l'organisation, on note que les gardes médicales sont effectuées sous forme de piquet à domicile. Les cahiers des charges des infirmiers chefs d'unité de soins (ICUS – cadres de proximité) sont établis et l'horaire de travail passe à 44.5 heures par semaine: il s'agit d'une uniformisation cantonale pour le 1^{er} octobre 1975. Et à propos d'affaire administrative, on ne renouvelle pas le contrat de Mme Pouly, facturiste, vu son âge: elle a 79 ans! Cette longévité professionnelle ne sera égalée que par M^{me} Alice George, bibliothécaire très appréciée qui quittera la Fondation en 2017 après 24 ans de service. Durant cette année 75, les premières statistiques sont faites par M^{me} Madeleine Monney, secrétaire du Dr C. Miéville, en collaboration avec le prof.

Pierre Gilliard du Service de la santé publique. Elles seront appliquées par la suite à tous les établissements psychiatriques du canton.

En fin d'année 1975, la commission de construction fait état d'un dépassement de 1'800'000 fr., le projet de piscine est alors abandonné. Le budget restant pour la clinique se monte à 11'850'000 fr. Concernant la route d'accès, la commune de Corsier prend 250'000 fr. à sa charge. Elle s'ouvrira en janvier 1976. Un laboratoire sera intégré au nouveau bâtiment compte tenu des frais engendrés par les analyses qui sont traitées à l'hôpital régional du Samaritain à Vevey. La première convention est signée avec l'école d'infirmières de Bois-Cerf pour les stages des élèves. Financièrement, l'année 75 se finira sur un bénéfice de 600'000 fr.

En 1976, M. W. Favre reprend les fonctions de M^{me} Oehninger, qui garde cependant le titre d'administratrice. La direction est assumée par le Comité de Direction. Les difficultés de recrutement médical restent entières. Nant cherche, mais sans succès, un médecin adjoint. M. Nicolas Duruz prépare son doctorat et étant très apprécié, il sera soutenu financièrement par l'institution et travaillera alors avec quelques aménagements à mi-temps. Au Conseil de Fondation du 18 juin 1976, M. Burnet, chef du SSP, félicite la Fondation: « C'est la première fois qu'un établissement hospitalier dépose des comptes où il est possible d'y voir clair et de tirer des conclusions valables⁹. » Nant sera par la suite également un des premiers établissements à fournir une comptabilité analytique. Le bénéfice de 1975 se monte à environ 650'000 fr. et le SSP décide de laisser ce bénéfice à la Fondation qui crée le fonds de perfectionnement avec une partie de ce résultat.

Les attributions des instances se clarifient en 1976 avec l'arrivée de M. Favre comme administrateur. Jusqu'alors, la conduite de l'institution était assurée par le Comité de Direction qui se réunit une fois par mois et le Comité de

8 — Lettre circulaire, novembre 1975.
9 — In PV Conseil de Fondation 18 juin 1976.